

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 148 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2875 - Prix : 1€

**Prix : inflation aussi
de déclarations
ministérielles** *Page 3*

**Retraites : ce que
valent les promesses** *Page 4*

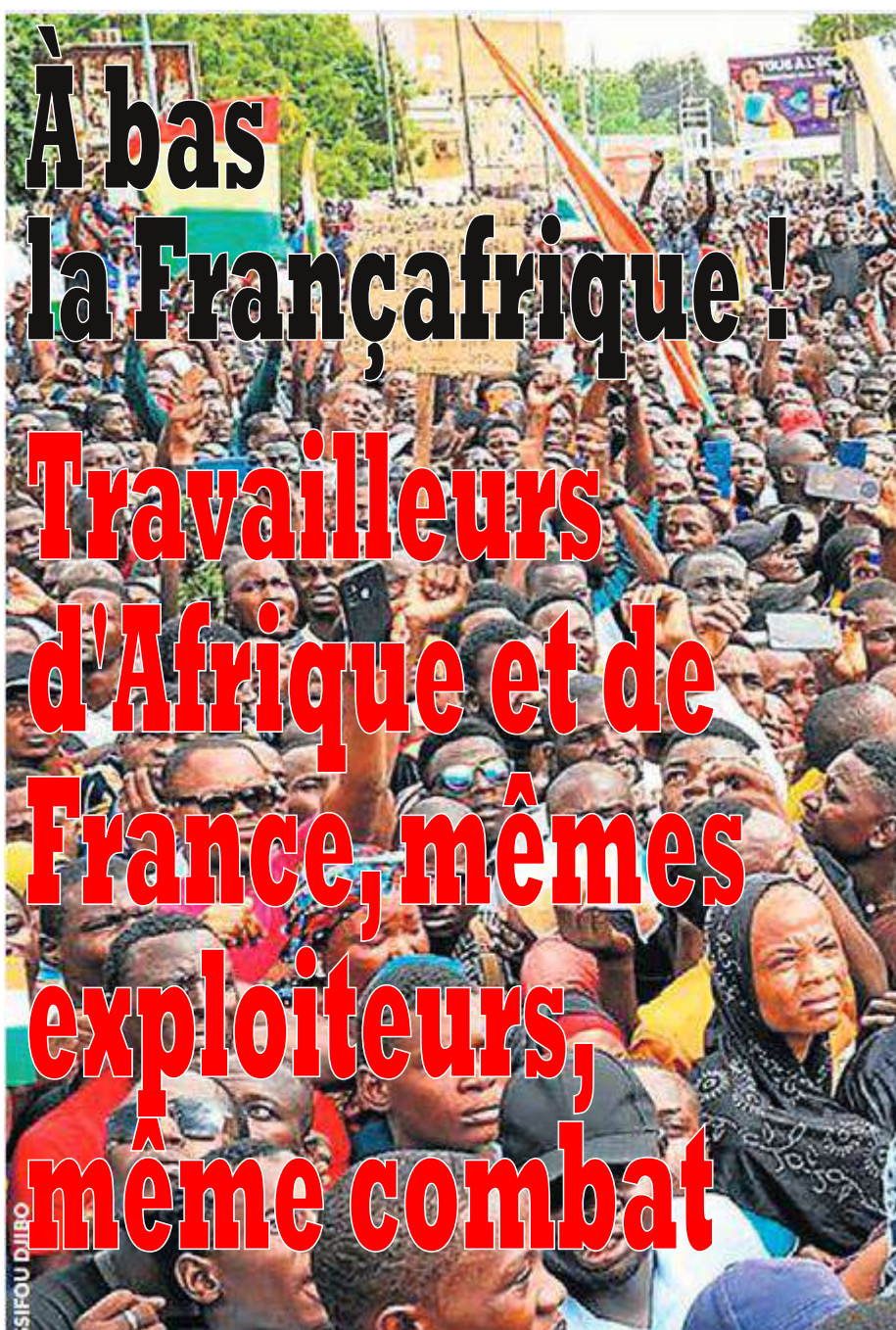
**Dividendes :
parasitisme record** *Page 6*

**Violences policières :
la justice protège les
agresseurs** *Page 7*

**SPL Estival : contre les
détournements de
fonds de l'entreprise,
contrôle ouvrier !** *Page 9*

Mayotte

**Plan Marshall ou
chargeur d'lo ?** *Page 12*



À bas la Françafrique ! Travailleurs d'Afrique et de France, mêmes exploiters, même combat !

« On vit chez les fous ! », s'est étonné Macron, lundi dernier, à propos de la vague de putschs en Afrique, devant les ambassadeurs réunis à l'Élysée. Mais qui sont les fous dans cette histoire ? Ceux qui rejettent la présence française au Mali, au Burkina Faso et au Niger, ou ceux qui, comme Macron, sont prêts à déclencher une nouvelle guerre qui enfoncera davantage le Sahel dans le chaos guerrier ?

Macron joue les matamores contre la junte nigérienne et refuse de rappeler son ambassadeur. Il ne digère pas que la France soit poussée dehors. À l'entendre, l'armée française aurait sauvé le Sahel du djihadisme ! Mais la population est bien placée pour faire le vrai bilan de l'opération Barkhane, lancée il y a dix ans : les bandes armées continuent de pulluler, elles rackettent et sèment la terreur dans une zone de plus en plus étendue.

Et qu'est-ce que la longue présence française en Afrique a apporté à ces pays, qui comptent parmi les plus pauvres de la planète ? Des routes ? Des dispensaires et des écoles ? Même pas. Quand la France a eu besoin de routes pour transporter les richesses minières ou agricoles de ces pays, elle les a construites, mais cela s'arrête là.

Les réserves d'uranium du Niger permettent aux centrales nucléaires de produire de l'électricité en France, quand la majorité de la population du Niger en est privée. Le Gabon a fait les beaux jours d'Elf-Aquitaine et de Total, qui y ont exploité le pétrole. Et le groupe français Eramet y exploite aujourd'hui le manganèse, sans que la population en profite.

Le même type de domination se retrouve en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali, au Congo, au Sénégal... Car le pillage n'appartient pas à un passé colonial révolu. Il s'agit du présent, et d'un présent toujours fait de dictatures infâmes et soutenues par la France. C'est ce qui rend insupportables les leçons de démocratie adressées à l'Afrique.

Au Gabon, secoué la semaine dernière par une révolution de palais, la dynastie Bongo est restée au pouvoir 54 ans, soutenue par tous les présidents de la Vème République, de De Gaulle à Macron. Et c'est avec leur complicité que la famille Bongo a amassé, en France, une fortune de plus de 85 millions, constituée de 33 propriétés en région parisienne et onze autres sur la Côte d'Azur. La dynastie Bongo fait partie des sous-traitants de l'impérialisme français grassement rémunérés.

La place n'a pas l'air d'être mauvaise au Tchad, où Mahamat Deby a succédé à son père, à travers un putsch soutenu sans délai par Macron. De même au Congo-Brazzaville, où Sassou Nguesso règne depuis 41 ans... À partir du moment où ils faisaient le jeu des capitalistes français, les présidents à vie et les galonnés couverts de sang ont toujours été de grands amis de la République.

Alors oui, les travailleurs, les ouvriers et les paysans africains ont bien des raisons de rejeter l'impérialisme français !

Dans ce combat, ils doivent pouvoir compter sur les travailleurs de France, dont toute une fraction vient d'ailleurs d'Afrique et y garde de multiples liens.

L'Afrique est mise en coupe réglée par la même grande bourgeoisie qui nous exploite et inspire la politique antiouvrière de Macron. C'est pour les intérêts exclusifs de ce grand patronat que le gouvernement est va-t-en-guerre en Afrique et qu'il s'est engagé derrière les États-Unis contre la Russie en Ukraine. Lutter contre son propre impérialisme, les guerres et les ravages qu'il fomente, fait partie intégrante du combat de tous les travailleurs.

Ne nous étonnons pas que les putschistes, pourtant issus du sérail des dictatures, soient applaudis par la population. Comme nombre de travailleurs rêvent ici de dégager Macron en s'appuyant sur n'importe quel politicien, de nombreux Maliens, Nigériens ou Gabonais se réjouissent de voir dégager des hommes corrompus jusqu'à la moelle. Quand bien même ils se doutent que les putschistes sont tout aussi avides que ceux qu'ils prétendent remplacer.

Ne nous étonnons pas non plus que certains imaginent que la tutelle russe, chinoise ou américaine pourrait être plus avantageuse. Tant que les travailleurs ne prendront pas confiance en leur propre camp, ils se retrancheront derrière ce qu'ils estiment être le moins pire, ou chercheront un sauveur suprême parmi les nombreux démagogues.

Même si nous sommes peu nombreux à en avoir conscience aujourd'hui, les travailleurs constituent la seule force capable de remplacer cet ordre mondial pourrissant. La seule force capable de mettre fin à l'exploitation et à la domination des pays riches sur les pauvres. La seule force capable d'en finir avec toutes les rivalités impérialistes qui s'étalent aujourd'hui au grand jour et qui nous mènent au chaos guerrier généralisé.

Nathalie ARTHAUD

Prix : Le Maire promet une baisse... en 2024

Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie et des Finances, a de nouveau réuni fin août les patrons de l'industrie agroalimentaire et ceux de la grande distribution.

Après s'être fait le chantre il y a six mois du « trimestre anti-inflation », avec les résultats que l'on connaît, Le Maire prétend désormais vouloir « *casser définitivement la spirale inflationniste des prix alimentaires* », et ce, en employant les grands moyens.

Le ministre aurait ainsi obtenu que les négociations commerciales entre industriels et distributeurs, prévues initialement en décembre, débutent dès septembre. Mais, pour en

voir un éventuel effet sur les prix, il faudrait attendre janvier, et le patron d'Intermarché prévient lui qu'il n'y aura pas de baisses significatives avant mars 2024.

Le Maire l'assure, les prix de 5 000 produits devront « *ne plus bouger ou bouger à la baisse* ». Les distributeurs avaient déjà fait le même type de promesses en mars dernier. On a vu le résultat... En outre, les distributeurs ont plusieurs semaines pour établir cette liste. Et d'ici là, les prix continueront d'augmenter.

Enfin, les distributeurs ont promis de répercuter dans les rayons les baisses de prix consenties par les

industriels. Charge aux agents de la DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes), dont les effectifs ont chuté de 25 % ces quinze dernières années, de procéder aux contrôles.

Cette série de réunions entre Le Maire, les distributeurs et les industriels de l'agroalimentaire se termine comme à chaque fois par de nouvelles promesses de baisse des prix.

Le ministre gesticule, les prix continuent d'augmenter.

Prix : inflation aussi de déclarations ministérielles

La visite dans l'île du nouveau ministre délégué à l'Outre Mer, Philippe Vigier, a été l'occasion pour lui de brasser du vent. Contacts avec les représentants de la grande distribution et de l'« Observatoire des Prix, des marges et des revenus », commission par ci, groupe de travail par là, réforme de l'octroi de mer renvoyée en... 2027 !

Vendredi 1er septembre, jour de son départ la préfecture annonçait les nouveaux prix des carburants : + 13 centimes par litre de gazole et + 7 centimes pour le super. La Poste de son côté faisait savoir que ses tarifs augmenteraient ces prochaines années de 10 % par an « *pour garantir un service au public de qualité* » alors qu'il ne cesse de se dégrader.

Quant aux prix de la grande distribution, ils continuent imperturbablement leur ascension... tandis que nos salaires, nos retraites et nos minima sociaux restent collés au plancher !

C'est ceux-là qu'il faudrait

booster, mais pour atteindre cet objectif, aucune confiance dans tous ces faiseurs de promesses, mais uniquement dans nos luttes collectives !



PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 9 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 10 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 15 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00

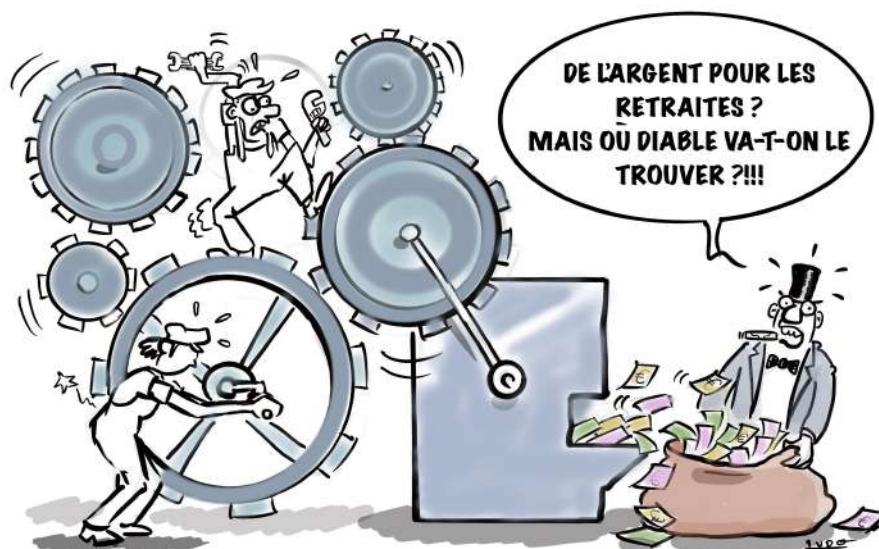
MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 16 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00

Retraites : ce que valent les promesses

Alors que la réforme des retraites s'applique désormais à partir du 1er septembre, on voit le gouvernement revenir sur les promesses qu'il avait faites pour faire passer la pilule, alors que des millions de travailleurs manifestaient.

Le gouvernement avait promis une revalorisation des retraites les plus modestes, pour faire en sorte que le minimum passe à 1 200 euros par mois. Cette augmentation bien faible serait de 100 euros par mois, à condition toutefois d'avoir fait une carrière complète. Or le ministre du Travail, Olivier Dussopt, vient de reconnaître que, sur les 1,7 million de retraités concernés, seuls un tiers pourront la toucher dès septembre. Les autres devront attendre jusqu'à l'année prochaine. Comme si les courses, les factures ou le loyer attendaient, eux.

« Beaucoup d'assurés ont cotisé dans plusieurs caisses différentes, donc il faut reconstituer les carrières », a déclaré le ministre pour justifier ce retard. En réalité, ce délai est dû au manque de moyens mis en œuvre pour gérer la mesure. Il n'y a



tout simplement pas assez de monde à la Caisse nationale d'assurance vieillesse pour traiter tous les dossiers rapidement.

Reconstituer les carrières des travailleurs partis en retraite depuis un moment prend un certain temps, et aucune embauche n'est prévue pour absorber ce travail supplémentaire.

Quand on sait à quel point les dossiers retraites sont déjà compliqués, il y a fort à parier que nombre de ceux qui auront droit à la revalorisation devront batailler pour l'obtenir.

Médicaments : pas de pénurie pour les subventions

Depuis des mois, le gouvernement prétend lutter contre la pénurie de médicaments, un vrai problème, puisque le Sénat affirmait début juillet que 37 % de la population y a été confrontée.

En 2022, plus de 1 500 médicaments auraient manqué dans les pharmacies, qu'il s'agisse de remèdes très utilisés comme le paracétamol, d'antibiotiques comme l'amoxicilline, ou de produits moins courants mais tout aussi essentiels pour les malades, comme des anti-diabétiques ou des anticancéreux. Cette pénurie est d'ailleurs en aggravation constante, particulièrement depuis 2018.

En février 2023, en pleine épidémie de bronchiolite, une maladie potentiellement mortelle pour les nourrissons, le ministre de la Santé

François Braun avait annoncé sans rire « la fin de la pénurie de paracétamol et d'amoxicilline dans deux semaines ». Il y ajoutait une autorisation d'augmentation des prix, mesure réclamée depuis longtemps par les laboratoires fabricants de génériques et le Medef, qui a été confirmée fin août par Matignon dans le cadre d'un New Deal de la fabrication des médicaments.

Le même Braun annonçait se pencher sur une liste de 450 médicaments « essentiels ». Macron s'y était mis en juin, visitant une usine en Ardèche, pour lancer la relocalisation des médicaments afin, disait-il, de réduire la dépendance face à la Chine et à l'Inde. En même temps, bien sûr, il annonçait des aides pour les industriels qui s'engageraient à fabriquer en France.

En réalité, ce sont les industriels qui décident d'augmenter ou de diminuer, voire de réduire la production de tel ou tel médicament en fonction de leurs espoirs de vente. Ce sont eux encore qui vendent aux pays les plus offrants. De tout cela Macron ne dit mot. Ses déclarations sur la relocalisation, la promesse de réduire la pénurie, ne servent qu'à justifier des subventions supplémentaires aux laboratoires. Pour les malades, ce seront des dépenses supplémentaires, à commencer par le doublement des 50 centimes de franchise sur chaque boîte de médicament.

« L'impôt saigne le malheureux ! »... pour engraisser les riches !

L'Est est la région la moins développée de l'île, celle où le taux de chômage est le plus élevé, où les salaires sont les plus bas (majorité de petites entreprises).

C'est pourtant celle où la taxe foncière va le plus augmenter, 10 % de plus par rapport à l'an dernier.

Les maires et leurs conseillers municipaux ont considéré qu'il fallait compenser la perte de revenu découlant de la décision de Macron de supprimer la taxe d'habitation. Ils n'ont donc rien trouvé de mieux que d'augmenter la taxe foncière.

Mais ceux qui auront à en souffrir

le plus ne sont pas les grands propriétaires qui bénéficient d'exonérations et ont de toute façon mille façons de se rattraper en augmentant le prix de leurs produits par exemple.

Le déficit de l'État : c'est le patronat !

Le centre de Sécurité sociale de La Réunion a rendu ses comptes pour l'année 2022.

Un chiffre frappe par son importance, c'est la dette des entreprises. Elle s'élève à 860 millions d'euros.

Macron et ses ministres élucubrent à longueur de temps sur le déficit des caisses de protection sociale. Qu'attendent-ils pour demander au patronat de passer à la caisse et de payer son dû ?

Le déficit de l'État, c'est eux !

Une journaliste du journal économique patronal Les Echos a fait dans l'édition datée du 22 août 2023 de ce journal un rappel très parlant sur l'évolution des sommes consacrées par l'État aux aides publiques aux entreprises.

Celles-ci s'élevaient en France en 2009 à 85 milliards d'euros.

Elles grimpaient les années suivantes à 190 milliards d'euros et atteignaient le chiffre colossal de 270 milliards d'euros en 2021.

Si les représentants de l'État voulaient réduire sa dette, il lui suffirait de fermer le robinet des subventions au patronat.

Mais c'est exactement la direction inverse qu'ils ont l'intention de continuer à prendre.

LO



Notre santé avant celle de leurs profits !

Parmi les 10 milliards d'économies qu'a l'intention de réaliser le gouvernement « pour redresser les dépenses publiques » figure la lutte contre ce que le ministre de l'économie, Bruno Lemaire, appelle « les arrêts maladie abusifs ».

Chez HCE, entreprise chargée du ramassage des ordures ménagères des communes de la Civis et de la Casud, 15 chauffeurs/ripeurs sur 48 sont en arrêt longue maladie. Cette situation a pour causes le fait que le pa-

tron oblige ces travailleurs à faire seuls le travail de deux et la pénibilité d'un travail qui les oblige à déplacer des poubelles pesant parfois des centaines de kilos.

Les employées exerçant dans le domaine de l'aide à la personne, les aide-soignantes paient aussi de plus en plus de leur santé les cadences infernales, l'insuffisance de personnel, l'absence d'équipements adaptés pour soulever les malades et handicapés. Toutes ces économies criminelles ce

sont les salariés qui en font les frais.

Cependant pour Lemaire et Macron, pas question de s'en prendre aux responsables de la détérioration de la santé physique des travailleurs.

En bon larbins du patronat, ils s'appêtent à condamner les victimes à une deuxième peine, en menaçant de faire sauter tout ou partie des indemnités maladie auxquelles ils ont droit.

Ne les laissons pas faire!

Dividendes : parasitisme record

L'année 2023 s'annonce faste pour les actionnaires avec 568 milliards de dollars de dividendes distribués au deuxième trimestre à l'échelle de la planète, en hausse de 5 %.

Pour les actionnaires des groupes français, la hausse est plus importante encore : 13,3 %.

Déjà en 2022, les actionnaires du monde entier s'étaient partagé 1 560 milliards de dollars, ce qui avait été présenté comme historique par la presse économique. Tout annonce que l'année en cours sera un meilleur cru.

Pourtant, aucun commentateur ne s'aventure à prétendre que l'économie mondiale connaîtrait une croissance justifiant cette manne et aucun ne remet en cause l'appauvrissement des populations, au point qu'à l'échelle du monde, d'après un rapport de l'ONU, le nombre d'êtres humains en insécurité alimentaire aiguë a augmenté de 34 % par rapport à l'an dernier, pour s'élever à 258 millions de personnes.

Les dividendes augmentent parce que l'exploitation des travailleurs



s'intensifie. Ils augmentent aussi par cet immense racket que constitue la flambée des prix, en particulier sur les produits de première nécessité depuis près de deux ans. En un mot,

c'est la férocité de la lutte de classe menée par les bourgeoisies du monde entier contre les travailleurs qui alimente la manne empochée par les actionnaires.

Show macronien : tous en scène et tous complices

Jeudi 7 septembre, Macron réunissait son Conseil national de la refondation (CNR), pour un bilan d'étape un an après son lancement. Une semaine auparavant, à Saint-Denis, il avait réuni les figures des partis politiques représentés au Parlement dans un marathon nocturne.

À défaut d'autre chose, cette agitation du président assure au moins le spectacle médiatique. Onze partis politiques, alliés de Macron ou dans l'opposition, se sont prêtés au jeu de la rencontre nocturne, en acceptant les règles surréalistes fixées par l'Élysée : les téléphones portables devaient rester à l'entrée de la salle, aucun contact avec l'extérieur n'était possible jusqu'à la fin des débats, dont les contenus ont été distillés à la presse après douze heures d'enfermement volontaire.

Pour le Rassemblement national, Jordan Bardella affichait sa satisfaction d'avoir été invité. Éric Ciotti, le président des Républicains, a comme Bardella agité le spectre de l'immigration. Cela ne pouvait effaroucher Macron, puisque lui-même ou certains de ses ministres usent de démagogie anti-immigrés, tout en se présentant comme des remparts face au Rassemblement national.

Mais c'est aux représentants des partis de gauche que Macron a concédé un nouveau hochet en annonçant la convocation, sans donner de date précise, d'une conférence sur les bas salaires. Elle serait censée ouvrir sur une révision des conventions collectives des branches dont les coefficients sont inférieurs au smic, alors que celui-ci a enregistré des augmentations automatiques en rai-

son de l'inflation. Macron a annoncé cette conférence, après avoir répondu à Fabien Roussel du PCF qu'il était hors de question d'imposer aux patrons d'augmenter les salaires et que ceux-ci soient indexés sur les prix.

Ce simulacre de débat politique s'est joué à huis-clos. Tous ont été complices de cette mise en scène. Tous, et Macron lui-même, ont en outre reconnu à l'issue de la rencontre que, sur la guerre en Ukraine, l'union sacrée était au rendez-vous. La complicité est là, y compris pour approuver la participation à la guerre contre la Russie avec la peau des Ukrainiens. Une complicité sans laquelle Macron serait bien en peine de continuer son métier d'organisateur d'événements pour la galerie.

La droite sur la ligne de départ... des sénatoriales !

Après l'annonce d'une première liste d'union de la gauche aux sénatoriales, mais dont fait partie le macroniste Patrice Selly, maire de Saint-Benoît, avec comme tête de liste socialiste, Audrey Belim, et en attendant que le PLR communique la sienne, la droite et le centre se sont réunis pour présenter leurs candidats. Parmi les trois premiers, deux étaient déjà sénateurs. Il s'agit de la tête liste Viviane Malet et de l'ex-présidente du Conseil général, Nassimah Dindar. Ces deux-là, ainsi que les deux autres sénateurs réunionnais s'étaient illustrés en votant sans ciller pour la réforme des retraites promue par Macron, c'est à dire l'obligation pour des dizaines de millions de salariés de travailler deux ans de plus pour

avoir droit à une retraite pleine. Mais Dindar n'affiche aucun regret d'avoir infligé cette peine supplémentaire aux travailleurs. Elle s'est exclamée : « *Nous avons fait un mandat utile et investi* » !

Le troisième candidat de droite n'est autre que le maire de Salazie, médecin de son métier, et qui ces derniers mois a laissé filer sans réagir deux des quatre médecins exerçant dans sa commune. Cyrille Melchior, président du Conseil général, autre candidat de la liste, en a rajouté une couche en déclarant : « *Cette union que nous affichons rassure les Réunionnais qui chaque jour sont confrontés au chômage, à la vie chère, à l'éloignement...* ». Et comment !

En tout cas ce ne sont pas les recettes de la droite qui vont mettre une fin à tous ces tourments pour la population. La droite locale ne se fait d'ailleurs sans doute pas d'illusion sur ses chances de succès aux sénatoriales. C'est pourquoi elle a décidé d'axer sa campagne sur le thème du soi-disant risque de largage de La Réunion par la France en agitant la menace d'une réforme institutionnelle fomentée par la gauche... qui n'est même pas au pouvoir !

Faire peur à la population, voilà à quoi en est réduit cet aréopage de réactionnaires !

Violences policières : la justice protège les agresseurs

Le 1er septembre, un des quatre policiers ayant grièvement blessé à la tête le jeune Hedi à Marseille en juillet a été libéré, après quarante jours de détention provisoire.

Sa remise en liberté a été saluée par les syndicats de police, qui la réclamaient à cor et à cris depuis le premier jour, soutenus par le directeur général de la police nationale et par le ministre de l'Intérieur Darmanin.

Depuis leur mise en examen le 17 juillet, pour violences volontaires en réunion par personnes dépositaires de l'autorité publique, les quatre policiers de la BAC n'ont cessé de mentir. Ils ont d'abord prétendu ne se souvenir de rien, puis nié avoir utilisé un LBD et porté le moindre coup à Hedi. Leurs mensonges ont été démolis par quatre vidéos différentes, qui ont permis de reconstituer minute par minute l'agression du jeune homme, depuis le tir de LBD jusqu'à son tabassage au sol, à coups de pieds, de poings et de matraques.

Sur les quatre agresseurs, seul le lanceur de LBD avait été mis en détention provisoire. Libéré, il reste sous contrôle judiciaire, avec inter-



Julien M

diction d'exercer la profession de fonctionnaire de police. Ce traitement, exceptionnellement sévère pour un policier, s'explique par la volonté de l'État de calmer le jeu après les émeutes de juillet. Mais une fois l'émotion retombée, la règle de l'impunité pour les policiers demeure. Comme l'a déclaré l'avocat de Hedi, la suite de l'enquête est prévisible : les policiers auditionnés expliqueront en chœur l'avoir pris pour un émeutier et plaideront la légitime défense, et les juges feront semblant de les croire. La veille de la remise en liberté de l'agresseur de Hedi, la

justice a d'ailleurs prononcé un non-lieu en faveur des trois gendarmes responsables de la mort d'Adama Traoré, asphyxié après un placage ventral en juillet 2016, dans le Val-d'Oise.

Par ces deux décisions de justice, l'État revient à ses fondamentaux : couvrir ses hommes en toute circonstance, quels que soient les exactions commises contre la population des quartiers populaires.

Féminicides : un crime permanent

Jeudi 31 août, en Savoie, une femme de 42 ans, Karen, a été assassinée à coups de machette par son ex-mari, en pleine rue et devant son enfant de 3 ans. Ce nouveau drame, qui vient s'ajouter à l'horrible liste des féminicides, était le 9e du mois d'août, et le 76e depuis le début de l'année. 118 femmes ont ainsi été tuées en 2022 par leur conjoint ou ex-conjoint, parce qu'il ne supportait pas que sa femme le quitte et vive sans lui.

Les associations de lutte contre les violences faites aux femmes dénoncent, à juste titre, l'indifférence de l'État, les plaintes classées sans suite, le non-respect des ordonnances de protection, le manque de person-

nel formé pour accueillir correctement les femmes dans les commissariats. Elles dénoncent également la baisse des moyens pour héberger, protéger et accompagner les femmes avant qu'il ne soit trop tard. D'après la Fondation des Femmes, en France le budget alloué par femme se signalant pour violence conjugale a diminué de 25 % depuis 2019.

L'augmentation des moyens serait évidemment indispensable. En Espagne par exemple, l'État s'est doté d'un arsenal judiciaire, policier et humain spécifiquement consacré à ce fléau, auquel il consacre trois fois plus de moyens que l'État français. Cette politique a permis une baisse

significative du nombre de féminicides, qui a chuté de 73 à 43 en 2020, même si elle n'a pas empêché leur recrudescence ces derniers mois et jusqu'à cet été, particulièrement meurtrier.

En finir pour de bon avec ces rapports détestables de domination et d'oppression qui sévissent dans les relations hommes-femmes impliquerait de balayer cette société basée sur l'exploitation, pourrie d'injustice et de violence. On ne peut évidemment pas attendre cela des gouvernements d'aujourd'hui. Au moins, que les mesures élémentaires de défense des femmes ne soient pas elles aussi victimes de leurs politiques d'austérité !

Abaya : diversion et campagne réactionnaire

D'après les chiffres mêmes de l'Éducation nationale, treize millions d'élèves ont fait leur rentrée lundi 4 septembre, dont 67 jeunes filles qui ont refusé de changer de tenue vestimentaire pour se conformer aux directives gouvernementales.

Ces 67 adolescentes obstinées en robe longue menaceraient la République en annonçant l'islamisation de la société, voire une vague d'attentats terroristes, comme Macron lui-même l'a laissé entendre. Le ministre de la Justice Dupont-Moretti en a rajouté, promettant « une ré-

ponse pénale ferme, rapide et systématique » aux jeunes contrevenantes. La droite, l'extrême droite et leurs médias habituels ont fait chorus.

Il est évidemment plus facile de pérorer sur la tenue de quelques dizaines d'élèves que de fournir à tous les moyens éducatifs nécessaires. Ce tour de passe-passe lamentable, cette œillade appuyée des macronistes à l'extrême droite, ne trompe pas grand monde. Mais, et c'est bien plus grave et dangereux, ils prolongent les campagnes islamo-

phobes, racistes et xénophobes qui tiennent lieu d'arguments politiques et aboutissent à diviser la population et les travailleurs en les dressant les uns contre les autres.

Quant à la lutte nécessaire contre les préjugés religieux qui s'en prennent aux femmes, le gouvernement et son chœur réactionnaire, soutiens de toutes les dictatures théocratiques et piliers de l'ordre social, sont mal placés pour en parler.

Un climatologue au Medef : vie réelle et profit mortel

À chaque rentrée, le grand patronat convoque dirigeants et journalistes à son université d'été. Ce spectacle médiatisé ne sert pas seulement au Medef pour présenter ses exigences au gouvernement et décerner bons et mauvais points aux ministres : le patronat veut aussi en faire une vitrine.

La mode étant à l'écologie, le Medef avait invité cette année Jean Jouzel, un climatologue de réputation internationale. Le scientifique s'est fait un devoir d'expliquer, preuves à

l'appui, pourquoi il faudrait arrêter immédiatement tout investissement dans les énergies fossiles, pétrole, gaz et charbon, et s'orienter vers les énergies renouvelables. Faute de quoi, disait-il, comme l'ensemble de ses collègues scientifiques, le réchauffement climatique en cours s'emballera et on ira de catastrophe en catastrophe. Patrick Pouyanné, président de TotalEnergie et donc concerné au premier chef, était là. Après avoir écouté, il s'est contenté de répondre que, quels que soient les arguments scientifiques, la « vie

réelle » allait continuer ainsi que la recherche de nouveaux puits et la production croissante d'énergie fossile. Il n'avait pas besoin d'ajouter que, jusqu'à aujourd'hui, c'est lui qui commande.

C'est bien là toute la question. Les démonstrations des climatologues, l'évidence même de la catastrophe en cours, les craintes et la bonne volonté des populations se heurtent au même mur : le pouvoir absolu de la classe capitaliste et de ses exécutants, les Pouyanné de tous les pays.

Aide alimentaire : la faillite d'une société

En annonçant, le 3 septembre sur TF1, que les Restos du cœur étaient au bord de la faillite, leur président, Patrice Douret, a jeté un pavé dans la mare et déclenché des réactions hypocrites du côté des ministres, de la grande distribution ou du milliardaire Bernard Arnault.

L'inflation oblige un nombre de personnes de plus en plus important à pousser la porte des Restos du cœur, de la Croix-Rouge, du Secours populaire ou des autres associations caritatives. L'inflation renchérit tous les frais de ces associations, coût du stockage ou du transport, coût des achats de la nourriture et des produits de base qu'elles distribuent. Ce budget a doublé en un an. Le bénévolat de ceux qui organisent la distribution et la générosité des donateurs individuels ne suffisent pas à faire face aux demandes. Les Restos du cœur et les autres, qui tentent de suppléer aux ra-

vages d'une société qui produit la misère, ne peuvent vivre sans les subventions publiques ou les donations d'entreprises, en particulier la grande distribution. Ces aides n'étant pas à la hauteur des besoins, 150 000 bénéficiaires pourraient être radiés avant l'hiver.

Tout cela met en lumière l'extension de la pauvreté. Sur les huit premiers mois de cette année, les Restos du cœur ont inscrit plus de bénéficiaires, 1,3 million, que durant toute l'année 2022 ! Ces personnes font partie des dix millions obligées de survivre avec moins de 1 100 euros par mois, le seuil de pauvreté en France.

Les entreprises qui sous-payent leurs salariés pour mieux gaver leurs actionnaires sont largement responsables. Et cela souligne toute l'hypocrisie de la famille de Bernard Arnault, roi du luxe et première fortune mondiale, qui a annoncé un don

de 10 millions d'euros, 0,005% de sa fortune. Aurore Bergé, ministre des Solidarités, s'est pourtant empressée de remercier le milliardaire, avant de promettre 15 millions d'euros aux Restos du cœur. Du côté des enseignes de la grande distribution, Carrefour et Intermarché annoncent un doublement des jours de collectes et des dons supplémentaires de produits. À tous égards, cette annonce est plus un coup publicitaire qu'un élan de générosité.

Mais, surtout, ce sont ces géants de la grande distribution, en rivalité avec les industriels, qui fabriquent l'inflation en augmentant leurs prix et qui rackettent la population. « *Voler en grand et restituer en petit, voilà la philanthropie* » : cette formule du socialiste Paul Lafargue n'a pas pris une ride.

DANS LES ENTREPRISES

SPL Estival : contre les détournements de fonds de l'entreprise, contrôle ouvrier !

Le 30 août, le tribunal de Commerce plaçait la SPL Estival en redressement judiciaire.

Il constatait un déficit cumulé de 3 millions d'euros un mois après que son PDG, Allamelou, ait été révoqué.

De ce fait, les salariés de cette société vont être payés de leur mois d'août avec plusieurs semaines de retard. Plus grave et plus inquiétant, le président du tribunal de Commerce a déclaré ce jour-là qu'« il y aura sans doute des efforts de restructuration à effectuer ». Cette déclaration aussi vague soit-elle peut être comprise comme une menace directe adressée aux 140 travailleurs de la SPL de se voir imposer suppressions d'emplois et baisses de salaires afin de soi-disant « redresser l'entreprise ».

Les employés, les conducteurs de bus, les contrôleurs d'Estival n'ont aucune responsabilité dans la déchéance financière dans laquelle a sombré leur entreprise. Seule en est responsable la direction de l'entreprise et ceux de la Cirest qui ont délibérément fermé les yeux sur les malversations des dirigeants d'Estival alors que les élus du CSE avaient sonné l'alerte depuis deux ans.

Les travailleurs d'Estival doivent refuser de payer les conséquences d'une politique dont ils ne sont pas responsables. Ils doivent pouvoir avoir accès aux comptes réels de l'entreprise.

Ce n'est, qu'en exerçant un contrôle permanent sur ces comptes, qu'ils pourront se prémunir des at-

taques que le pouvoir s'apprête à mener contre eux dans les semaines qui viennent.

L'unité des travailleurs d'Estival peut se réaliser autour de ces exigences :

Pas un licenciement ! Pas de baisse de salaires ! Contrôle des comptes d'Estival par ses travailleurs !



UKRAINE

Zelensky, son ministre corrompu et son parrain mafieux

Le 3 septembre, le président ukrainien Zelensky a limogé son ministre de la Défense, Reznikov, archi-corrompu, qui a mis en coupe réglée du budget militaire, dont une part de l'aide financière de l'OTAN à l'Ukraine, et responsable de l'extorsion de pots-de-vin à la fraction masculine de la population qui peut payer pour se soustraire à l'armée.

Reznikov est aussi en cause pour la fourniture de vestes de combat d'hiver à des prix multipliés par trois, de l'achat en gros de nourriture pour l'armée à des prix doubles ou triples de ceux pratiqués au détail. En août, tous les chefs des centres régionaux de recrutement ont été limogés par Zelensky. Eux et leurs sous-fifres vendaient les moyens d'échapper à la

guerre.

Zelensky, qui vient d'autoriser l'enrôlement de soldats atteints de tuberculose et autres maladies graves, a dit que le haut état-major lui réclamait d'intensifier la conscription. C'est que les pertes de la guerre ont laminé l'armée, qui pâtit en outre du départ à l'étranger de centaines de milliers de mobilisables.

Pour défendre son régime, Zelensky veut toujours plus de soldats. Mais il doit faire aussi avec la rapacité de la bureaucratie civile et militaire, base sociale de son régime. Elle s'affiche patriote car la guerre lui offre une formidable occasion d'engranger dollars et euros. Mais en même temps, sa cupidité trop visible fragilise son soutien par la population. Cela pose un problème à Ze-

lensky mais aussi à ses parrains occidentaux. En effet, la corruption généralisée de son régime fait tache sur l'image idyllique qu'ils voudraient en donner au monde. Et surtout, ils attendent de ce régime qu'il s'arrange comme il veut, mais qu'il se batte pour leurs intérêts avec la peau du dernier Ukrainien.

Pour que la population l'accepte le plus longtemps possible, Zelensky doit sacrifier de temps en temps des boucs émissaires, tel le ministre de la Défense. Il y a aussi le plus riche oligarque du pays, Kolomoïsky, qui vient d'être arrêté et qui a aidé Zelensky à accéder au pouvoir. Le FBI considère Kolomoïsky comme un des chefs de la mafia ukrainienne.

GABON

Au cœur de la Françafrique

Le putsch du mercredi 30 août au Gabon a renversé le président Ali Bongo, quelques heures après la proclamation de sa réélection, à l'issue d'un scrutin vraisemblablement truqué comme au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Ses initiateurs s'appuient sur le rejet dans la population de la politique de pillage de l'impérialisme français.

Il est cependant rapidement apparu que le nouveau président, le général Oligui Nguema, cousin d'Ali Bongo et responsable de sa Garde présidentielle jusqu'au coup de force, n'avait pas l'intention de mettre en question la présence française dans ce pays d'Afrique centrale de 2,4 millions d'habitants. Il a tout de suite dit qu'il ne remettrait pas en cause les engagements internationaux du Ga-

bon. Après la condamnation d'usage, les autorités françaises se sont donc accommodées de cette succession. Oligui Nguema promet une transition à durée indéterminée, qui lui permettra de mettre la main sur les richesses que l'impérialisme daigne laisser à ses serviteurs locaux.

Pour 3 milliards de chiffre d'affaires en 2022, quelque quatre-vingts sociétés françaises sont présentes au Gabon, comme Air France, Eiffage et Colas dans les travaux publics, Air liquide pour le gaz industriel, CMA CGM dans le transport maritime, ainsi qu'un fonds d'investissement dans les infrastructures, Meridiam.

Depuis l'indépendance, l'histoire du Gabon est inséparable de l'exploitation pétrolière qui a enrichi Elf, devenu aujourd'hui TotalEnergies. La

grande affaire semble toutefois être désormais l'extraction du manganèse dans les mines de Moanda, les plus importantes du monde, qui ont fait du pays le deuxième producteur mondial de ce minerai essentiel à la fabrication des batteries des véhicules électriques. C'est la multinationale française Eramet qui l'extrait et le convoie à travers le pays et en fait profiter ses actionnaires.

Le Gabon reste largement sous la coupe de grands groupes capitalistes français, qui exploitent une population parmi les plus pauvres du monde. La présence permanente de quelque 400 soldats français au Gabon illustre la continuité de cette politique impérialiste.

Si les affaires et l'exploitation du pays au profit de sociétés françaises

Suite page 11

ne sont pas troublées par les putschistes, nul doute que le nouveau ré-

gime, sans les Bongo, recevra l'estampille démocratique de la Ré-

publique française et les récompenses sonnantes et trébuchantes qui

MARTINIQUE

Jeunes en colère

Dans la nuit du vendredi 25 août, des échauffourées ont eu lieu entre jeunes et forces de police dans certains quartiers de Fort-de-France en Martinique.

Une dizaine de voitures et des poubelles ont été brûlées sur le boulevard Maurice-Bishop, à l'entrée de la ville.

Les incidents ont commencé suite à un rassemblement d'un petit groupe de jeunes et d'activistes nationalistes devant la préfecture en fin d'après-midi. Ils entendaient dénoncer l'inaction de l'État et des élus face à la délinquance et à la criminalité récurrente dans les quartiers populaires. Les deux homicides crapuleux perpétrés durant le mois d'août en sont la dernière manifestation. Le rassemblement a vite dégénéré. Les jeunes ont été refoulés par la police. Jets de pierres et grenades lacrymogènes s'en sont suivis. Ces jeunes en colère se sont trouvés face à la police et au RAID. Cette unité spéciale a été



Manifestation contre le scandale du chlordécone en 2020

dépêchée en Martinique prétendument pour faire face aux trafiquants de drogues et d'armes à feu.

Les manifestants ont dénoncé les agissements de la police en s'adressant aux personnes assistant à une manifestation culturelle non loin, sur la place de la Savane. Plus tard dans la soirée, certains d'entre eux ont mis le feu à des poubelles et brûlé des voitures aux carrefours de l'avenue Maurice-Bishop. On a entendu des tirs à balles réelles. Une station-service du boulevard a été pillée. Durant la même nuit d'autres incidents ont eu lieu. Des poubelles ont été brûlées à l'entrée de la cité populaire de Langelier à Fort-de-France. Un magasin de motocycles a été dévalisé au Lamentin.

Malgré leur soudaineté, de tels incidents n'interviennent pas comme un éclair dans un ciel serein. Ces der-

niers mois, la situation des travailleurs et des familles populaires se dégrade à grande vitesse. L'augmentation importante des prix, notamment de l'alimentation, des carburants et de l'énergie, est devenue insupportable. La jeunesse en paie le prix fort. Au chômage endémique s'ajoutent les boulots précaires, les stages bidon et humiliants. À cela viennent s'ajouter la consommation et le trafic de la drogue, ainsi que la circulation des armes lourdes, qui se renforce dans certains milieux.

Face à cette situation, les élus locaux sont impuissants. Ils semblent bien plus préoccupés par les prochaines élections sénatoriales. Dans ce contexte, de telles expressions de colère ne sont donc pas surprenantes.



Réservez dès maintenant vos places auprès de nos camarades !

Plan Marshall ou chargeur d'lo ?

Depuis le 4 septembre, sur décision préfectorale, les habitants de Mayotte n'ont accès à l'eau courante qu'un jour sur trois à cause de la grave pénurie d'eau que traverse le département depuis plusieurs mois, la plus importante depuis 1997.

Ces « tours d'eau » décidés par le préfet, sont un tour de vis supplémentaire pour la population qui pâtit déjà depuis des mois des coupures très fréquentes, contrainte de stocker l'eau comme elle peut dès qu'elle coule au robinet, pour ses usages forcément limités.

Face à cette situation d'urgence, le ministre délégué à l'Outremer, Philippe Vigier, en déplacement sur l'île début septembre, a présenté son « Plan Marshall pour Mayotte » qui est bien dérisoire au regard des besoins des habitants. En effet, Vigier a promis de distribuer chaque jour 70 000 bouteilles d'eau aux personnes vulnérables, identifiées par l'ARS, telles que les femmes enceintes et les enfants, soit deux litres par personne. Le reste de la population devra se contenter de quinze futures citernes installées sur tout le territoire qui seront remplies grâce à des stations de traitement de l'eau pour qu'il y ait « zéro risque sanitaire » selon le ministre. Mais d'où l'eau sera-t-elle acheminée ? Les deux retenues collinaires existantes de Dzoumogné et de Combani sont presque à sec et l'usine de dessalement tourne au ralenti...

Mais les solutions à long terme avancées par Vigier restent tout aussi



À Mamoudzou, le 4 septembre

hypothétiques. Il a parlé de travaux, de la construction d'une troisième bassine et de la hausse de la capacité de l'usine de dessalement pour fin 2023.

Or, cela fait des années qu'il est question de réparer les fuites qui provoquent une déperdition d'un tiers de l'eau consommée. Pour ce qui est de la troisième bassine, elle était déjà prévue depuis 2020. Quant à l'extension de l'usine de dessalement, démarrée en 2017, elle n'est toujours pas achevée !

À l'instar de toutes les autres infrastructures (écoles, hôpitaux, logements, routes...) nécessaires à la population, l'adduction en eau potable est le cadet des soucis des gouvernements qui passent. Leur seule véritable préoccupation est de satisfaire les exigences des capitalistes de Mayotte comme la SMaE (Société Mahoraise des Eaux) filiale de Vinci, pour qui le robinet à fric du gouvernement n'est jamais à sec.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282

Visiter le site
<https://www.lutte-ouvriere.org/>
